R – 1 – 05
11 octobre 2005

PROJET DE LOI
PORTANT APPROBATION DE RATIFICATION DU PROTOCOLE DE KYOTO
A LA CONVENTION-CADRE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES,
ADOpte À KYOTO LE 11 DECEMBRE 1997

EXPOSE DES MOTIFS

Lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, une Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, prévoyant la stabilisation du niveau des émissions de gaz à effet de serre en l'an 2000 par rapport à celui de 1990, a été adoptée par les Chefs d'État et de Gouvernement.

Le 20 novembre 1992, les instruments de ratification monégasques ont été déposés auprès du Secrétariat Général de l'Organisation des Nations Unies et cette Convention, signée par le Prince Rainier III le 11 juin 1992, a été rendue exécutoire par l'Ordonnance Souveraine n° 11.260 du 9 mai 1994.

Ayant conscience que les objectifs de la Convention-cadre ne seraient pas atteints, les États parties à la Convention ont élaboré le Protocole dit « *de Kyoto* » afin de fixer des objectifs individuels, légalement contraignants, de réduction ou de limitation de gaz à effet de serre pour les pays industrialisés et pour les pays à économie en transition.

Chacun des États mentionnés dans l'Annexe I de la Convention est ainsi soumis à un objectif de réduction fixé par l'Annexe B du Protocole et différent d'un État à l'autre pour la période 2008-2012. Pour sa part, Monaco – inscrit à ces deux Annexes – est assujéti à un engagement de réduction de 8 % à réaliser par rapport à ses émissions de 1990 et ce, au cours de la période qui s'étend de 2008 à 2012.

Le Protocole de Kyoto est entré en vigueur le 16 février 2005. Actuellement, 156 pays, contribuant à 61,6 % des émissions, sont parties audit Protocole.

Compte tenu de l'accroissement des émissions depuis 1990, il ne sera pas possible d'atteindre, sur le territoire monégasque, les objectifs susmentionnés de réduction d'émissions fixés par le Protocole.

Aussi, à l'effet d'atteindre ces objectifs, la Principauté, outre les efforts de réduction nationaux, devra utiliser les mécanismes de flexibilité conventionnellement prévus, lesquels sont au nombre de trois :

▪ **Le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) :**

Ce mécanisme permet aux États développés d'entreprendre, dans des pays en voie de développement, des projets de nature à réduire les émissions de gaz à effet de serre de ces pays. Les réductions d'émissions certifiées, générées par ces projets, pourront être utilisées par les États développés pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre du Protocole. Un organisme a été créé pour valider les projets éligibles au titre des MDP et certifier les émissions évitées grâce à ces projets.

▪ **La Mise en Œuvre Conjointe (MOC) :**

Ce mécanisme vise le même type de coopération que le MDP mais intervient entre pays développés ou avec des pays à économie en transition.

Ce mécanisme n'a pas toutefois d'organisme chargé de la certification des émissions évitées, ce, dans la mesure où les pays qui y participeront ont des objectifs chiffrés de réduction d'émissions.

▪ **L'Échange de Droits d'Émissions (EDE) :**

Les pays qui ont pris des engagements chiffrés peuvent procéder entre eux à des échanges de droits d'émission. Ainsi, un pays ayant dépassé le quota qui lui est attribué aura la faculté de racheter une partie des quotas d'un État dont les émissions auront été inférieures au niveau fixé par le Protocole.

Les mécanismes de flexibilité que la Principauté utilisera pour atteindre les objectifs du Protocole de Kyoto auront donc une implication financière non encore prévue au budget de l'État et qui devra l'être pour l'exercice 2006.

Or, en application de l'article 14, deuxième alinéa, chiffre 4°, de la Constitution, l'intervention d'une loi est requise pour les « *traités et accords internationaux dont l'exécution a pour effet de créer une charge budgétaire relative à des dépenses dont la nature ou la destination n'est pas prévue par la loi de budget.* »

Aussi, conformément à cette disposition constitutionnelle, la ratification du Protocole de Kyoto est-elle subordonnée à l'intervention du législateur.

Très sensible aux conséquences, sur la faune et la flore, de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, Son Altesse Sérénissime le Prince Souverain a annoncé, dès Son Avènement et lors du récent Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement au siège de l'Organisation des Nations Unies, qu'Il avait demandé d'engager la procédure requise pour la ratification, par la Principauté, du Protocole de Kyoto.

Tel est l'objet du présent projet de loi.

PROJET DE LOIARTICLE UNIQUE

Est approuvée, en application de l'article 14, deuxième alinéa, chiffre 4° de la Constitution, la ratification du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre sur les changements climatiques, adopté le 11 décembre 1997 à Kyoto et signé le 29 avril 1998 par la Principauté de Monaco.